

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 03/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CMSE (STPC)

Devois de la Vernède
34190 BRISSAC

Références : UD34/H3/MT/2022/120
Code AIOT : 0006600930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement CMSE (STPC) implanté CD 986.1 Devois de la Vernède 34190 BRISSAC. L'inspection a été annoncée le 21/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE (STPC)
- CD 986.1 Devois de la Vernède 34190 BRISSAC
- Code AIOT : 0006600930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de roche massive est autorisée jusqu'en 2036 par arrêté préfectoral du 20 décembre 2013, modifié par arrêté du 8 juin 2022, pour une capacité maximale de 500 000 t/an. Les matériaux extraits sont concassés et criblés dans les installations autorisées par le même arrêté. Le site est également autorisé à réceptionner des déchets inertes du BTP, pour remblayage ou recyclage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dépôts de déchets inertes
- Suivi de la remise en état
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---------------------------------|---|
| 4 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 7 |
| 6 | Remise en état | AP Complémentaire du 08/06/2022, article 6 |
| 7 | Acceptation des déchets inertes | AP Complémentaire du 08/06/2022, article 4 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|--|
| 1 | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe 1 |
| 2 | Gestion et suivi des zones de stockage | Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 11.5 |
| 3 | Plan de gestion des déchets | Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 16bis |
| 5 | Stock central de stériles | AP Complémentaire du 08/06/2022, article 6 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection il est relevé 3 points nécessitant la mise en oeuvre d'actions correctives : ils concernent la remise d'une nouvelle attestation de constitution des garanties financières dans les meilleurs délais, la remise avant juin 2023 d'un bilan plus complet détaillant la remise en état, et l'amélioration du mode de suivi de la localisation des dépôts des déchets extérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des déchets inertes |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont placés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats : Au vu du Plan de gestion des déchets mis à jour le 01/07/2022, l'établissement comporte une installation de stockage de déchets inertes: le dépôt central de stériles estimé à 150 000 m3 et</p> |

| |
|---|
| culminant à 373 m NGF. En application de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 22/09/94, les autres matériaux stériles générés par le précriblage (argiles) et utilisés en réaménagement et modelage des fronts ne sont pas concernés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes, notamment celles de l'article 11.5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. |
| Constats : Au vu du Plan de gestion des déchets et des constats visuels effectués sur le terrain, il apparaît que la zone de stockage de stériles (stock central) ne présente pas de risques d'instabilité ou de pollution. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Plan de gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 16bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. |
| Constats : Le plan de gestion a été remis à jour en juillet 2022. Il répond aux exigences réglementaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Garanties financières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 7 |
| Thème(s) : Garanties financières |
| Prescription contrôlée : Les montants des garanties financières de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral n°2013-01-2378 du 20 décembre 2013 sont remplacés par les suivants, les échéances ci-dessous étant fixées à la date anniversaire de l'arrêté préfectoral précité : Période T2 : jusqu'au 20/12/22 614 716 € TTC Période T3 : 2022 à 2027 590 707 € TTC |
| Constats : L'attestation de constitution des garanties financières est échue depuis le 1er juillet 2022. CMSE indique avoir engagé les démarches auprès de son établissement bancaire pour constituer les garanties pour un montant correspondant à la phase T3. L'attestation de cautionnement devra être transmise dès que possible à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Stock central de stériles

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2022, article 6 |
| Thème(s) : Impact visuel |
| Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Le stock central de matériaux stériles est maintenu à la cote maximale 374 mètres NGF ;• Le merlon paysager situé en partie Sud-Ouest est constitué à la cote de 350 mètres NGF. |
| Constats : Au vu du plan topographique d'octobre 2021, la hauteur du stock central était de 379,40 m NGF. L'exploitant indique qu'il a été abaissé à 373 m NGF pour le mettre en conformité. Concernant le merlon à implanter au Sud-Ouest jusqu'à 350 m NGF, l'exploitant indique qu'il est constitué au fur et à mesure de la montée du remblayage, et s'établit actuellement à 337 m NGF. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2022, article 6 |
| Thème(s) : Remise en état des fronts |
| Prescription contrôlée : La remise en état de la carrière est réalisée conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation n°E18345063 de janvier 2013, et aux modifications apportées par le dossier, selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• mise en place de talus significatifs pour adoucir l'angle droit dans la zone nord (au sud-est des installations) de la carrière ; un ensemencement et des plantations permettront d'accélérer la reprise de la végétation dans cet angle nord ;• création de talus avec éboulis afin de relier les terrains des alentours au carreau de la carrière ;• dans le cadre du réaménagement des fronts de taille la création d'éboulis et des talutages par tirs doit être réalisée uniquement entre le 1er août et le 31 octobre ;• les fronts de taille doivent faire l'objet éventuellement d'un pré-découpage et être systématiquement purgés ;• chaque banquette dispose d'un pendage légèrement incliné vers le front de taille. Un merlon est créé sur la banquette, du côté du gradin inférieur, afin de constituer un pare-bloc efficace et de contenir de façon optimale les eaux pluviales ;• la largeur résiduelle de la banquette résultant de l'exploitation doit être au minimum de 8 mètres ;• au minimum tous les 400 mètres de linéaire de front de taille, un élargissement de banquette sera réalisé à une largeur minimale de 15 mètres sur une longueur minimale de 30 mètres ; |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • chaque front de taille doit être taluté, au moyen de stériles d'exploitation et de terres végétales, sur une hauteur minimale de 2,5 mètres. Par exception, pour éviter un aspect trop linéaire et géométrique des banquettes qui auront été constituées au fur et à mesure de l'exploitation de la carrière, la hauteur du talutage pourra ne pas être identique sur toute la banquette. Dans cette configuration, sur tout le linéaire des fronts, une alternance est réalisée entre des zones où le talutage est réduit à 1 mètre avec des zones où ce talutage est plus conséquent, de l'ordre de 4 à 5 mètres, notamment au niveau des banquettes où la largeur minimale prescrite est de 15 mètres ; [...] • La végétalisation est effectuée par ensemencement d'espèces pionnières de flore locale, en respectant les préconisations du Conservatoire botanique national (CBN) méditerranéen et de la Direction de l'Ecologie de la DREAL ; des contrôles réguliers, a minima une fois par an sont réalisés par un écologue botaniste, afin de détecter l'apparition d'espèces exotiques envahissantes ; le cas échéant les mesures adaptées (confinement des terres contaminées, arrachage, suivi) sont prises dans les meilleurs délais afin de ne pas créer un foyer de contamination des milieux naturels alentours depuis la carrière ; [...] <p>La remise en état coordonnée aux travaux d'extraction et la restructuration écologique et paysagère font l'objet d'un bilan périodique par un bureau d'étude spécialisé tous les 3 ans et un rapport détaillé sera adressé à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : La remise en état des fronts parvenus en position définitive a été réalisée il y a plusieurs années. La remise en état du front inférieur est prévue d'être menée cette année, avec plantations et ensemencements par la société Valoriz.</p> <p>CMSE indique que l'angle droit au Nord-Est, qui avait précédemment fait l'objet de travaux de réaménagement, sera repris pour améliorer le rendu final.</p> <p>Au vu du plan topographique la géométrie finale des fronts et banquettes est conforme aux exigences de l'arrêté.</p> <p>Concernant le bilan de remise en état établi en juin 2020 par Valoriz, il ne répond pas à l'ensemble des objectifs demandés par l'arrêté : il dresse un état des lieux comparatif des résultats des tests de végétalisation. Il est attendu du futur bilan à réaliser avant juin 2023 qu'il dresse le bilan des différentes zones réaménagées et qui doivent encore l'être au regard de la progression de l'exploitation, et qu'il mentionne secteur par secteur les éventuelles actions correctives à mener pour atteindre les objectifs de remise en état.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |
|---|

N° 7 : Acceptation des déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2022, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, remblayage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont les déchets d'extraction inertes provenant de la carrière, et les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission à l'article 3.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>Constats : La localisation chronologique des dépôts de matériaux utilisés pour le remblayage est reportée sur un plan. La progression mensuelle de la ligne de front est établie sur la base de l'implantation d'un unique repère sur le terrain, ce qui s'avère relativement imprécis.</p> <p>Il est demandé à CMSE de proposer une méthode permettant de localiser la situation des dépôts avec une plus grande précision.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |